

Edition Internet

Culture

Faculté des sciences sociales d'Oran

La qualification au menu de la Post-graduation

La première hantise d'un étudiant à la fin de son cursus est de se retrouver chômeur. Les plus exposés à la crise de l'emploi, parmi les nouveaux diplômés, demeurent les universitaires en Sciences humaines. Pourtant le pays a, plus que jamais auparavant, besoin de réflexion sur lui-même et de recherche sur les questions de progrès humain et de bien-être de sa population. Mais, parce que les disciplines dont l'objet d'études est la société sont qualifiées de «Sciences molles», et considérées par conséquent comme non qualifiantes, les jeunes sociologues et psychologues ont pratiquement très peu de chance de trouver un job à leur sortie de l'université.

Pour remédier relativement à cette situation, un professeur d'origine algérienne, Nadji Rahmania, enseignant à l'université de Lille, a élaboré un concept formatif, diplômant et qualifiant. Lequel est concrétisé par une formation en post-graduation spécialisée en «ingénierie de l'enquête en sciences sociales». Le programme qui se développe sur une durée de 4 semestres, est soutenu par l'Union Européenne et s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre des universités européennes de Lille en France, de Pérouse en Italie et d'Athènes en Grèce d'une part et La faculté des Sciences sociales de l'université d'Oran, l'université de Mostaganem et le CRASC d'Oran d'autre part. Le but de ce programme est de «former des spécialistes de la conception d'enquêtes et du traitement des données en sciences sociales». Les thèmes d'enseignement retenus sont intimement liés aux grands problèmes de l'actualité tels le développement durable, la logistique et les transports et le commerce international. Un stage obligatoire de 15 jours en Europe et la rédaction d'un mémoire parachèvent la formation qui est sanctionnée par un diplôme de post-graduation spécialisée (DPGS). Le seul inconvénient est que ce programme est destiné seulement aux cadres administratifs ou d'entreprises «dans le cadre d'une convention entre l'organisme employeur et l'université d'Oran». C'est-à-dire payant. Donc élimine, au départ, les candidats qui ne disposent pas de moyens financiers. La formation gagnera à être élargie à tous les diplômés sans exclusive, bien entendu après une sélection psychopédagogique. Les dispositifs étatiques de soutien de création d'entreprise et de lutte contre le chômage existent. Pourquoi ne pas creuser dans cette direction. Et l'université retrouvera son identité originelle qui est la fabrication des élites. Pour amorcer définitivement et sûrement le processus de développement du pays.

S. Sahla